

[Texte]

privée pour coordonner leurs positions. S'il arrive que des provinces comme l'Ontario nous disent: «Voilà, on veut participer malgré les décisions des autres», ça, c'est une question à laquelle je devrai faire face dans l'avenir, mais je ne veux pas ...

• 1010

M. Gauthier (Ottawa-Vanier): Ce qui m'inquiète, c'est que l'on se retrouve dans une situation comme celle dans laquelle on s'est trouvé en 1957 avec le programme d'aide aux écoles techniques. Donc, que les provinces continuent avec les programmes, et qu'elles vous envoient les comptes trois, quatre ou cinq ans après, comme le Québec l'a fait avec M. Duplessis, sur la question du programme de M. Diefenbaker pour l'encouragement à l'école technique . . . , si cela arrive, je pense que c'est inacceptable.

M. Roberts: Non, je ne crois pas que c'est la situation actuelle. Nous avons indiqué aux provinces que nous sommes prêts à continuer avec le programme non formulaire pour l'année prochaine . . .

M. Gauthier (Ottawa-Vanier): Oui mais les programmes formulaires, c'est le gros du programme!

M. Roberts: Mais pour cela, on est toujours en train de discuter. Je pense, mais je ne suis pas sûr, que nous allons continuer cela pour une autre année, tandis que l'on discutera de la situation. Mais si on le fait, ce sera sur une base de cette limite de 170 millions de dollars. Alors, il ne sera pas question d'augmenter cela les années suivantes.

M. Gauthier (Ottawa-Vanier): Vous êtes donc prêt à reconduire les ententes pour une autre année, quitte à négocier durant cette période-là.

M. Roberts: Je n'ai pas dit exactement que je suis prêt, j'ai dit que je ne veux pas exclure . . .

I cannot exclude that possibility. I cannot tell you we will do exactly that, because we have received replies from the province, to our proposals to them. I must discuss those replies with my Cabinet colleagues. So I would say I have not rejected the possibility that there would be an extension for a year while we try to work towards an agreement.

M. Gauthier (Ottawa-Vanier): Vous avez neuf jours qui restent et il va falloir un miracle, ou bien une entente, ou quelque chose . . . Cela ne tombera pas le 1^{er} avril. Ça ne tombera pas . . . Bon.

Je vais maintenant passer à l'ONF. Est-ce que vous avez eu l'occasion de parler à M. Domville, le commissaire à la cinématographie? Est-ce qu'il y a maintenant espoir de voir la régionalisation française en Ontario, et dans l'Ouest, se poursuivre?

M. Roberts: Non, je n'ai pas parlé à M. Domville, mais j'ai discuté avec M. Juneau, le sous-secrétaire, qui est aussi engagé dans ces entretiens entre l'Office national du film et les représentants des groupes qui sont inquiets à cause des actions que l'Office national du film a suggérées. Puisque le député a eu la gentillesse de m'avertir qu'il allait poser cette question, j'ai parlé hier soir avec M. Juneau qui m'a affirmé qu'il est vraiment presque sûr que nous allons trouver un moyen

[Traduction]

position. If it happens that provinces like Ontario say to us: "Look here, in spite of the decision of the others we want to participate," that is a question that I will have to face in the future, but I do not want to . . .

Mr. Gauthier (Ottawa-Vanier): What worries me is that we will be in the same situation in which we were in 1957 with the grant program to vocational schools. I think it is not acceptable that the province keep on with the programs, and that they send you the accounts, three, four, five years afterwards, like Mr. Duplessis did in Quebec with Mr. Diefenbaker's grant programs to the vocational schools.

Mr. Roberts: No, I do not think that is the present situation. We have told the provinces that we are ready to go ahead with the nonformula program for next year . . .

Mr. Gauthier (Ottawa-Vanier): Yes, but the formula programs, that is the big one!

Mr. Roberts: But that is still under discussion. I am not sure if we will have it for another year, anyway as long as this is under discussion. But if we do, it will be on the basis of this \$170 million limit. So it is out of question to increase that during the following years.

Mr. Gauthier (Ottawa-Vanier): So you are ready to maintain these agreements for another year, even if you have to negotiate during that time.

Mr. Roberts: I did not exactly say that I was ready to, I said I did not want to exclude . . .

Je ne veux pas exclure cette possibilité. Je ne peux pas vous dire ce que nous ferons exactement, parce que les provinces ont répondu à notre proposition. Je dois en discuter avec mes collègues du Cabinet. Donc je n'ai pas rejeté la possibilité d'une prolongation d'un an alors que nous travaillons à une entente.

Mr. Gauthier (Ottawa-Vanier): You have nine days left, it will take a miracle, or an agreement, or something else . . . it will not happen on April 1. It will not be . . . Okay.

I will pass to the National Film Board. Did you have the opportunity to talk with the Government Film Commissioner, Mr. Domville? Is there a possibility that the French regional centres in Ontario and in the West be maintained?

Mr. Roberts: No, I have not talked with Mr. Domville, but I have talked with Mr. Juneau, the Under-Secretary, who is also part of the discussion between the National Film Board and the representative groups that are worried by the measure suggested by the National Film Board. Since the member was nice enough to advise me that he was going to ask this question, I talked with Mr. Juneau last night who said he is convinced we will find a way to avoid the impact of the